

La crise en Afrique

mardi 4 août 2009, par [Philippe HUGON](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Philippe HUGON](#), **La crise en Afrique**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 4 août 2009.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique de l’Afrique. Les pays africains sont fortement mais différemment impactés par la crise du fait de leur dynamique plus ou moins extravertie, de leurs structures et des politiques mises en œuvre. L’auteur présente d’abord les canaux de contagion de la crise puis procède à une différenciation précise des Etats. Il s’interroge, enfin, sur les perspectives géopolitiques du continent.

LA CRISE économique et financière est mondiale et elle touche aussi les pays les plus vulnérables comme les pays africains. Ceux-ci sont fortement mais différemment impactés par la crise du fait de leur dynamique plus ou moins extravertie, de leurs structures et des politiques mises en œuvre. Les formes de résilience diffèrent fortement selon les dynamiques endogènes et les modes d’intégration à l’économie mondiale.

Cet article [1] différencie l’impact prévisible à court et moyen terme de la crise en Afrique, présente les différenciations des effets par pays, et quelques perspectives géopolitiques.

I. L’Afrique dans la crise économique et financière mondiale

Marginalisation et stagnation en longue période de l’Afrique

Les [crises africaines](#) sont nombreuses, qu’elles soient alimentaires, environnementales, économiques, sociales ou sécuritaires. Elles sont structurelles et largement indépendantes de la crise mondiale actuelle.

En contraste avec le second monde émergent, l’Afrique, au-delà de sa grande diversité, est globalement demeurée une *économie de rente* qui a peu connu de progrès de productivité et qui s’est marginalisée internationalement. L’Afrique comprend 34 des 50 Pays les moins avancés (PMA). Ceux-ci, épicentres de nombreuses crises, sont caractérisés par la concentration de l’extrême pauvreté. Ils se situent en marge des technologies adaptées et s’insèrent mal dans les chaînes de valeur internationales. Ils ont en outre un faible niveau de formation du capital physique et humain. Leurs populations vulnérables ont de faibles résiliences pour faire face aux chocs naturels ou non. Jusqu’à présent, la place de l’Afrique dans la division internationale du travail a peu changé et elle demeure exportatrice de produits primaires non transformés et importatrice de produits manufacturés et de services, voire de produits alimentaires.

Bien entendu, ce constat global doit être fortement contrasté selon les économies. Dans le spectre des trajectoires africaines, le taux de croissance et la montée en gamme de produits du Botswana ou de Maurice contrastent avec la régression de pays comme Madagascar ou la situation d’Etats faillis, fragiles ou en collapsus comme la République démocratique du Congo (RDC), la Somalie.

La croissance et le rôle entraînant sur l’Afrique des économies émergentes au début du XXIème siècle

On avait constaté au début du XXIème siècle, en rupture avec le *trend* de stagnation et de marginalisation, une croissance économique africaine annuelle supérieure à 5% en moyenne et

un reclassement géopolitique. Celui-ci intervient pour plusieurs raisons : sécuritaires, accessibilité aux ressources minérales et aux hydrocarbures, recherche d'appuis dans les organisations internationales, prise de conscience de l'exception africaine quant à la pauvreté, à la démographie et aux risques liés, intégration des interdépendances environnementales au sein du « village planétaire ». Les équilibres financiers étaient, dans l'ensemble, réalisés avec une forte réduction de la dette extérieure et des finances publiques². L'Afrique avait été dopée par l'envolée des prix des matières premières dont elle demeure pour plus de 90% exportatrice. Elle a diversifié ses partenaires et a accédé à de nouveaux financements. En effet, on note l'entrée de nouveaux conglomérats dans le domaine minier et pétrolier mais également la présence de nouvelles puissances. L'Afrique est désormais devenue le théâtre d'une compétition entre oligopoles miniers et pétroliers dans un contexte aujourd'hui mondialisé. La flambée des cours des hydrocarbures, des produits miniers, agricoles et alimentaires s'expliquait largement par la croissance économique rapide des « émergents » (Chine, Inde, Brésil). Les nouvelles relations internationales avaient ainsi modifié les trajectoires des PMA, notamment d'Afrique. Elles dopaient à court terme la croissance. De fait, en 2008, 31 pays d'Afrique ont connu leur 6ème année de croissance supérieure à 5%. La croissance des pays non exportateurs de pétrole a été proche de celle des pays pétroliers. La balance fiscale et commerciale des pays africains, du fait des pays exportateurs de pétrole, était devenue excédentaire. De plus, les diasporas libanaise, chinoise, indienne, israélienne, jouent un rôle croissant dans l'insertion de l'Afrique dans la mondialisation. Il en va de même pour les banques islamiques, dont le rôle ne cesse de se développer avec les appuis des pays du Golfe ou de l'Iran. **Le jeu des alliances est donc devenu beaucoup plus ouvert et pluriel**, mais il comporte des interrogations sur leur durabilité, sur leur caractère opportuniste ou de changements profonds de stratégies. Il élargit cependant les marges de manœuvre des Etats. En revanche, on constate globalement un maintien d'une spécialisation post coloniale entre les fournisseurs de matières premières non transformées et les fournisseurs de produits manufacturés ou de services, sans compter le contrôle des ressources du sous sol et du sol. Cependant, l'Afrique a également vu croître les inégalités, les risques de « reprimarisation », de malédiction minière ou pétrolière et de hausse de la facture alimentaire, voire des conflictualités.

Les vulnérabilités différaient toutefois fortement selon les économies. Ainsi, l'Ethiopie connaissait en 2007 une inflation de 60%, le déficit fiscal au Ghana représentait 14% du PIB et le déficit du compte courant s'élevait à 8% du PIB en Afrique du Sud. Au contraire, les pays de la zone franc avaient dans l'ensemble rétabli leurs équilibres financiers. Les marges de manœuvre de plans de relance par les dépenses budgétaires ou l'injection de liquidité étaient ainsi contrastées.

L'impact de la crise mondiale en Afrique

L'Afrique spécialisée dans l'exportation de produits primaires et peu intégrée dans les circuits financiers mondiaux demeure insérée dans une logique périphérique. C'est la partie visible de l'iceberg qui est la plus concernée par la crise alors que la partie immergée en milieu rural et urbain ne l'est qu'indirectement. La contagion se fait principalement par la baisse de la demande mondiale, par la chute des prix des matières premières, par la restriction du crédit et par l'instabilité des monnaies. La chute du fret maritime est significative. Les économies intégrées dans la décomposition mondiale des processus productifs subissent les effets de crise

des grands secteurs automobiles, aéronautiques, immobilier, textiles. La demande interne se réduit par les effets de la dégradation des termes de l'échange, de la baisse des revenus des chômeurs et des transferts des émigrés, de l'attentisme des ménages et des entreprises, d'un effet de richesse négatif et du retournement du cycle du crédit. En revanche, le ralentissement de l'inflation, les politiques de relance budgétaire et le soutien financier international qui renforce la liquidité et la solvabilité jouent positivement (Longueville, Faure, 2008).

Les canaux de contagion de la crise

Les effets doivent être différenciés selon la durée de la crise. A court terme, les principales variables financières qui jouent sont la déconnexion relative du système financier, la diversité des réserves et des contrôles de change, et l'exposition des banques aux risques. Les seuls risques observables d'un point de vue financier sont les pertes des banques centrales, les retraits des fonds de la part des maisons mères et la baisse des bourses. Sur le plan commercial, la baisse des prix des produits primaires a joué immédiatement. A moyen terme, les variables déterminantes seront l'évolution du commerce international, l'évolution des investissements, les transferts financiers de la part des pays industriels et des pays émergents que ce soit par l'aide, les transferts des migrants ou les IDE.

La crise mondiale infléchit ainsi les trajectoires de l'Afrique par le biais de deux principaux canaux de transmission.

1. Le canal *commercial et productif*

Il est prévu pour le continent que les exportations chutent de 634 milliards \$ à 383 milliards en 2009. Les excédents des comptes courants estimés à 2,7% du PIB en 2008 (40 milliards \$) devraient se situer à -4,3% du PIB (-65 milliards \$) (BAD 2009). La chute de la demande de la part des pays industriels et émergents comme la montée du protectionnisme réduisent les exportations africaines en volume. La récession des pays industriels conduit à une baisse en valeur des exportations. Ainsi, en 6 mois, les importations européennes de produits venant d'Afrique ont baissé de 5%. Les prix des matières premières ont également chuté. On a observé une forte chute des prix des hydrocarbures, des produits miniers et des produits agricoles (sauf le sucre, le maïs et le cacao). Ces baisses de prix des produits primaires sont positives pour les importateurs nets d'hydrocarbures et de produits alimentaires même si elles rendent moins rentables certains projets agricoles. Ils sont, en revanche, très négatifs pour les Etats producteurs d'hydrocarbures (Angola, Nigeria, Soudan), ou de produits miniers et agricoles (Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Kenya, pays du Sahel exportateurs de coton). La baisse en valeur des exportations est problématique car elle se répercute en termes de devises et de recettes budgétaires. De plus, la chute de la demande de produits primaires et de leurs prix ralentit les projets d'investissements mis en place en période de flambée des prix, que ce soit dans le domaine pétrolier, minier ou agricole.

2. Le canal *financier*

Les économies africaines ont été à court terme relativement déconnectées de la crise financière exception faite du Botswana, de la Côte d'Ivoire, de Maurice, du Nigeria, de l'Egypte, de l'Afrique du Sud ou du Kenya où les places financières ont chuté. Celles d'Accra, de Douala, de Tunis, du Malawi ou de la Tanzanie ont connu une hausse. Globalement, les produits financiers sont peu sophistiqués, les marchés financiers restent embryonnaires et les

marchés monétaires demeurent limités. Les banques, globalement sur liquides, ont peu de produits toxiques. Les capitaux extérieurs à court terme sont limités.

Plusieurs effets financiers apparaissent néanmoins.

D'une part, **la chute des transferts des migrants est estimée à 1 milliard \$** alors qu'elle représente 20 milliards \$ en Afrique. Les emplois et revenus des immigrants sont les premiers touchés dans les pays industriels et émergents (emplois précaires, secteur immobilier). En outre, les filiales des banques multinationales voient leurs crédits se réduire, et ont accru leur frilosité. Les lignes de crédits commerciaux pour les importations ou les investissements se sont fortement réduites. En conséquence de ces baisses de capitaux, plusieurs projets d'investissement sont suspendus, notamment en ce qui concerne les infrastructures. Les investissements directs étrangers chutent, notamment dans le secteur minier et forestier. En outre, à plus long terme, la montée des déficits publics risque de créer des effets d'éviction vis-à-vis des projets privés.

D'autre part, on note une chute de la part « don » de l'aide publique au développement. Néanmoins, ces effets sont différenciés selon les économies. Ainsi, les 15 pays de la Zone franc appartiennent à des unions monétaires réduisant le risque de change et les volatilités des capitaux flottants. La finance islamique (300 institutions qui pèsent pour 500 à 700 milliards de dollars d'actifs), interdite de spéculation, a moins de produits toxiques et d'instruments financiers complexes. De fait, elle résiste apparemment mieux (*Debt Rating Agency Moody*). Elle n'est toutefois pas à l'abri du manque de liquidité, de la faiblesse du marché interbancaire et du poids élevé des obligations à court terme (90% contre 67% pour les banques conventionnelles. [2])

L'ensemble de ces facteurs devrait conduire à une chute de plus de deux points du taux de croissance en 2009. On estime qu'une chute de 1 point de croissance de l'économie mondiale conduit à une baisse entre 0,3 et 0,5 points de la croissance africaine (Hugon 2009). Il est prévu une perte des recettes fiscales en % du PIB à 3,9% pour 2009 (World Bank, mars 2009).

Bien entendu, ces facteurs extérieurs ne jouent qu'en relation avec les dynamiques internes (fragilité des Etats, régulation de tensions sociales, sécurité) et les politiques plus ou moins fortes de relance.

L'impact de la crise sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire

Le PIB et les données macro économiques ont un impact sur la pauvreté et la vulnérabilité. On note des effets asymétriques de l'accélération et de la décélération de la croissance sur la pauvreté. En effet, la pauvreté baisse légèrement en période de forte croissance mais s'aggrave fortement en période de décélération. La contagion sociale de la crise passe par plusieurs canaux : l'effet multiplicateur sur les activités informelles, la baisse des emplois et des revenus du secteur moderne et public, et la baisse des dépenses publiques.

L'éloignement vis-à-vis des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) s'accroît. Selon la Banque mondiale (2009), la mortalité infantile pourrait toucher 700 000 enfants en plus en 2009. La population africaine en deçà du seuil de pauvreté devrait croître de 10% pour se situer à 550 millions en 2009. Selon la FAO, le nombre de mal nourris doit fortement augmenter. Cette situation est d'autant plus préoccupante que, la crise s'ajoute aux effets de la

flambée des prix alimentaires et pétroliers en 2008 qui avait entraînée une forte augmentation du nombre d'Africains en deçà du seuil de pauvreté [3].

Néanmoins, les effets dépendent évidemment de l'évolution des marges internes de la part des intermédiaires et des politiques mises en œuvre. Ainsi, les facteurs de la crise alimentaire ayant conduit aux émeutes de la faim en 2008 étaient certes liés au climat et à la variabilité des récoltes, aux instabilités politiques et conflits, aux facteurs démographiques, à l'exclusion d'une majeure partie de la population à l'accès aux biens et services marchands, aux services sociaux ou financiers. Ce sont la flambée des prix mondiaux et leur répercussion sur les marchés locaux qui ont conduit à une exclusion des populations disposant de moins de 1 \$ par jour et pour lesquels la part alimentaire représente plus de 2/3 du budget. Pour l'essentiel l'agriculture familiale à faible productivité et non protégée affronte la concurrence des agricultures des pays industriels et émergents à forte productivité et faisant l'objet de soutiens publics. Les pouvoirs publics liés le plus souvent aux pouvoirs des commerçants préfèrent s'approvisionner sur les marchés mondiaux et prélever une rente plutôt que de soutenir les agricultures. Les populations pauvres et vulnérables essentiellement rurales sont malnutries. Elles ont un faible pouvoir d'achat tout en subissant la volatilité des prix alimentaires. Si la *crise alimentaire* se maintient malgré une baisse des prix mondiaux et les bonnes récoltes y compris en Afrique, c'est pour deux principales raisons structurelles.

D'une part les intermédiaires réalisent une relative déconnexion entre les prix mondiaux et les prix internes. Ainsi, début 2009 alors que le prix du maïs mondial avait chuté de 32%, la baisse au consommateur de Mombassa était de 1%.

D'autre part, il existe une conjonction des effets de la croissance démographique et urbaine, de la demande des pays émergents en viandes, du rôle des biocarburants et des faibles progrès de productivité.

II. La différenciation des Etats et des sociétés

Les effets de la crise diffèrent selon la durée de la crise, les structures de production et d'exportations des Etats africains, leur exposition au système financier ou leur capacité à amortir les effets négatifs. Les résiliences durables à la crise sont fonction de facteurs démographiques, environnementaux, technologiques, politiques et pas seulement économiques et financiers. Les indicateurs de résilience des économies à la crise sont à la fois liés à leur mode d'insertion à l'économie mondiale (endettement, réserves de changes, taux de change non apprécié, insertion dans les chaînes de valeur) et aux facteurs internes (solidité et libéralisation contrôlée du système financier, rôle régulateur de l'Etat, indice de Gini, profils institutionnels...). La contagion de la crise à court et moyen termes diffère pour des raisons financières mais également des facteurs structurels.

Structurellement, les régimes rentiers, liés aux exportations de produits primaires, notamment d'hydrocarbures et de minerais (malédiction pétrolière, croissance extravertie, enclaves minières ou pétrolières, importations alimentaires), divergent des régimes d'accumulation extensive ou intensive. Ceux-ci sont selon des degrés divers tirés par les exportations et l'ouverture (IDE, sous traitance, *off shoring*) ou par le marché intérieur. Les dynamiques

extraverties des premiers diffèrent des dynamiques intraverties ou mixtes des seconds (croissance et diffusion de la productivité, remontée en gamme de produits exportés, différenciation du système productif, composantes technologiques des exportations avec effets d'entraînements, forte valeur ajoutée et élasticité de la demande mondiale).

. Les *petites économies ouvertes* sont évidemment vulnérables mais leurs groupes économiques ont de grandes capacités de restructuration et sont capables de rebondir. Elles peuvent bénéficier des stratégies de relocalisation de la part des grands groupes occidentaux. Leur système financier est relativement développé. Les pays dont la croissance est orientée vers l'exportation sont touchés par la baisse de celles-ci, du tourisme et des transferts des migrants. Ils se retrouvent de plus dans un climat d'incertitude quant à leur attractivité sur les investissements. Le Maroc et la Tunisie, largement orientés vers l'UE (80% des échanges), visent à devenir des lieux d'accueil des firmes des pays émergents (ex. dans l'automobile) et à se réorienter vers les marchés du Sud. Ainsi, la baisse des marchés européens conduit à une chute du textile pour le Maroc (20 000 emplois perdus) et à des stratégies de repositionnement vers le marché intérieur et asiatique. Le Maroc et la Tunisie veulent profiter de la délocalisation des entreprises européennes par *l'off shoring* et la sous traitance automobile pour des modèles bon marché. Les autorités prévoient grâce au plan de relance une croissance de 6,9% en 2009. Le plan émergence du Maroc 2012, orienté vers les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, du tourisme, de l'électronique, du textile et porté par les nouvelles technologies, l'attractivité de Tanger et de Casablanca et la formation de 15 000 ingénieurs, est maintenu. Les facteurs de vulnérabilité sont essentiellement internes (montée de l'intégrisme religieux, inégalités sociales, impatience des jeunes face au chômage faisant le lit du terrorisme). Il faudrait pour le Maghreb créer 16 millions d'emplois supplémentaires entre 2000 et 2020 pour accueillir les jeunes. L'Ile Maurice doit gérer la conjonction de la baisse du tourisme, celle des Bâtiments et travaux publics (BTP) entraînée par la baisse du secteur hôtelier, de l'immobilier, et des transports aériens (Air Mauritius). Le pays doit aussi faire face à la réduction des exportations des zones franches, mais il a su absorber la suppression des accords multi fibres et réaliser des montées en gamme de produits.

. Les *pays rentiers* à régime extraverti ou semi rentiers à régime mixte, exportant des hydrocarbures, se retrouvent en excédent de réserve et connaissent une chute de leurs réserves de change (Algérie, Nigeria) [4].

En Algérie, la croissance a été de 4,2% par an entre 1999 et 2008 contre 0,9% en 1989-1998. La balance commerciale est largement excédentaire. Le budget est déconnecté du prix des hydrocarbures. L'Algérie connaît certes un développement des télécommunications, de l'agro alimentaire et des BTP, mais elle demeure une économie rentière où le secteur public joue un rôle central. La fiscalité pétrolière représente les trois quarts des recettes publiques, et les importations agro alimentaires s'élèvent à 8 milliards \$. La crise peut aussi être une opportunité pour gérer l'après pétrole, relancer l'agriculture et sortir d'une économie de rente.

De nombreux pays pétroliers africains avaient établi leur budget sur la base d'un prix élevé du baril ce qui n'est pas le cas du Nigeria. Ils pratiquent dans l'ensemble des politiques pro cycliques et n'ont pas de fonds de stabilité. Les principaux secteurs touchés par les effets de la crise (baisse des réserves de change) sont l'immobilier notamment du fait de la raréfaction du crédit. Rentrent dans cette catégorie l'Angola, le Nigeria, et les 6 Etats de la CEMAC. Certains pays tels le Congo et à un degré moindre le Gabon n'ont pas découplé leur budget des prix

volatiles du pétrole et ils ont programmé leurs dépenses sur des cours élevés. Le ralentissement de la croissance se traduit en outre par une baisse des transferts des migrants au sein de cette zone.

. *Les pays rentiers miniers et forestiers.* Ce sont les économies africaines minières et forestières qui ont subi le plus les effets de la forte chute des prix des minerais, exception faite de l'or et du diamant. (RDC, Zambie). La RDC est exsangue financièrement, subissant à la fois les effets des conflits, des pillages et gaspillages des ressources et de la baisse des prix des produits miniers et forestiers. Il s'opère un ralentissement des projets d'investissement mais également un repositionnement des conglomerats chinois. Les enjeux sont toutefois essentiellement internes dans la gestion de la rente minière. Certains pays tels la RDC demeurent pillés alors que la gestion de la rente diamantifère au Botswana reste rigoureuse. Le Mozambique connaît une forte chute de l'activité [5]. L'ajustement se fait par la baisse des investissements publics et des dépenses sociales.

Les pays forestiers d'Afrique centrale se trouvent dans une configuration proche avec une forte chute des prix et de la demande entraînant la faillite de près de la moitié des entreprises. Comme pour les produits miniers, l'incertitude porte sur les stratégies de présence à terme des émergents, notamment la Chine, face au retrait des opérateurs américains et européens.

. *Les pays déficitaires et semi industrialisés,* comme l'Afrique du Sud, risquent de subir un fort ralentissement et un manque de crédit. Cela s'explique par plusieurs facteurs : leur marché financier a subi la crise financière mondiale, leur secteur bancaire est intégré nationalement, ils dépendent des capitaux étrangers et ils ont un déficit des paiements courants. Une stagnation économique est prévue pour 2009. La chute des prix des produits miniers, qui représentent la moitié des exportations (exception faite de l'or) se répercute sur les devises et les recettes budgétaires. Un plan de relance est difficile compte tenu des investissements publics développés avant la crise et du montant du déficit public. Dans un pays où le chômage officiel s'élève déjà à près de 25%, il y a eu en 6 mois une forte augmentation des licenciements (de l'ordre de 300 000).

. *Les pays agro exportateurs relativement diversifiés.* Les principaux pays agro exportateurs ont subi immédiatement les effets de baisse des cours des produits agricoles (café, coton, huile de palme). Les situations sont en fait très contrastées selon les pays.

Des pays comme le Ghana ou le Kenya n'ont pas eu d'impacts négatifs significatifs. Le Ghana a bénéficié de la crise cacaoyère de la Côte d'Ivoire, des cours favorables de l'or, et des découvertes pétrolières, dans un régime stable politiquement et crédible internationalement (le bon élève des institutions de Bretton Woods). La dynamique des télécommunications s'est maintenue. Le Kenya a moins résisté au choc. S'il a retrouvé une relative stabilité politique après les troubles de 2008, et si son agriculture demeure un moteur, les secteurs du tourisme et des transports ont en revanche subi les effets négatifs de la crise.

La situation de la Côte d'Ivoire est elle aussi mitigée. En relative stagnation, elle a été un facteur de la hausse mondiale du prix du cacao par la chute de sa production (parafiscalité dissuasive, épuisement des plants, insécurité des fonds pionniers...). Certes l'économie se diversifie avec le rôle des hydrocarbures, des télécommunications, des sociétés de transport ou des groupes agro alimentaires, mais l'insécurité politique et la crise politico militaire sont plus

déterminantes que les facteurs internationaux. En revanche, l'appartenance à l'UEMOA est un facteur central de stabilité monétaire.

. *Les pays les moins avancés enclavés*

Les pays enclavés tels le Burkina Faso ou le Mali ne sont pas structurellement touchés. Ils subissent certes les effets de la baisse des transferts des migrants ou des cours du coton, mais la facture des hydrocarbures a chuté. Les évolutions économiques sont davantage d'ordre interne. Dans le même contexte international, la filière coton du Mali s'est effondrée en passant entre 2006 et 2007 de 415 000 t à 247 000 T alors que celle du Burkina Faso passait à 700 000 T. En revanche, le Mali bénéficie des cours de l'or.

Les pays faillis fragiles ou en conflits ouverts constituent une catégorie à part qui les déconnecte relativement de la crise mondiale mais les intègre partiellement aux circuits criminels internationaux (Somalie, Soudan, RDC)

III. Quelles perspectives géopolitiques ?

Un rôle de relais en Afrique des pays émergents ?

Les reconfigurations géopolitiques liées à la crise ont un impact sur les pays africains, même si ces derniers sont plus spectateurs qu'acteurs, voire s'ils disposent de pouvoirs de nuisance plus que de puissance. Le renforcement des alliances et des relations avec l'Asie, et spécialement avec la Chine, d'un continent traditionnellement tourné vers l'Europe, a transformé structurellement les zones d'influence. L'Afrique demeure convoitée pour ses ressources (biodiversité, forêt, hydrocarbures, mines) et pour un marché qui de 900 millions de personnes doit atteindre 2 milliards en 2050. Les enjeux sont également ceux de la sécurité et des risques liés à la prolifération de « maux publics régionaux ou mondiaux ». Les Etats-Unis sont, ainsi, de plus en plus présents par les bases militaires, l'initiative transsaharienne ou l'*Africom* (unité de commandement pour l'Afrique). La sécurisation des routes maritimes, notamment des tankers pétroliers et des lieux d'exploitation minière et pétrolière, est devenue centrale.

Les économies émergentes, notamment la Chine, pèsent à court terme indirectement de manière négative sur les économies du Tiers Monde par la chute des prix des matières premières. En revanche, plusieurs indices montrent qu'elles joueront un rôle croissant de relais face au retrait relatif des économies européennes. La Chine, a priori, ralentira peu sa demande de produits africains (ex. des métaux) et verra par contre son excédent commercial avec l'Afrique se réduire. La montée en puissance des pays émergents donne beaucoup plus de marge de manœuvre aux pays africains vis-à-vis des conditionnalités de la part des institutions de Bretton Woods, de l'UE et des pays de l'OCDE. Néanmoins, les rapports entre l'Afrique et les économies émergentes ne sont pas exempts de relations post coloniales et ils sont peu transparents entre des pays africains exportateurs de produits primaires et les pays exportateurs de produits manufacturés et de BTP.

La voix au chapitre de l'Afrique dans la nouvelle architecture internationale

L'Afrique est concernée par de nombreux enjeux planétaires, qu'ils soient environnementaux, sécuritaires, épidémiologiques ou financiers. Or, exception faite de l'Afrique du Sud, elle est absente du G20 ou du G 14 (les 8 grandes puissances + l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique). L'enjeu géopolitique est que les pays africains aient voix au chapitre, qu'ils participent aux instances de décision (Conseil de sécurité des Nations unies), qu'ils voient s'accroître leurs quote-part de capital aux Institutions de *Bretton Woods*. Les négociations et réformes concernent les niveaux multilatéraux et régionaux. L'élargissement des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies doit permettre à un pays africain (a priori l'Afrique du Sud) d'être intégré.

En conclusion, l'Afrique est concernée par la crise sans avoir les moyens de résilience et les politiques de relance des pays industriels et émergents. Une des inconnues est de savoir si les pays émergents joueront un rôle de relais face au retrait relatif des investisseurs des pays occidentaux. Selon la Banque Africaine de Développement (BAD) une croissance à deux chiffres de la Chine remettrait l'Afrique sur un sentier de croissance de 6%.

Copyright août 2009-Hugon/diploweb.com

Plus : un reportage photographique de Josselin Gauny sur le Darfour [Voir](#)

Bibliographie

Banque Africaine de Développement, *Rapport sur l'impact de la crise sur l'économie africaine*, Tunis, avril 2009.

Banque mondiale, *Global monitoring Report 2009 : A Development Emergency*, Washington, 2009.

Banque mondiale, *Global Economic Prospects : Commodities at the Crossroads*, Washington, 2009.

FMI, *Afrique subsaharienne, étude économique et financière*, octobre 2008.

Philippe Hugon, *L'Economie de l'Afrique*, Paris, Repères (6ème ed.), 2009.

Philippe Hugon, *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, SEDES, 2009, 2ème ed.

Philippe Hugon, « La crise mondiale, l'Afrique et les enjeux géopolitiques », *Afrique contemporaine*, N° 231.

Guy Longueville, François Faure, « *Les pays émergents désormais ébranlés par la crise internationale* », BNP Paribas, note de conjoncture, décembre 2008.

Jeune Afrique, Les 500 premières entreprises africaines, hors série N°20, 2009.

P. Nosakwe, « *L'Afrique subsaharienne et la crise financière mondiale* », note EPCDM, Vol 7, N°10, Déc. 2008-Janv. 2009.

P.-S.

Directeur de recherche à l'IRIS, auteur de nombreux articles et ouvrages dont *L'Economie de l'Afrique*, Paris, Repères (6ème ed.), 2009 et *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, Sedes, 2009, 2ème ed.

Notes

[1] Ce texte reprend certains éléments d'un article à paraître dans *Afrique contemporaine* n° 231 sur Crise et impact en Afrique.

[2] Sources : Mc Kinsey et Company.

[3] Le G8 de juillet 2009 et la déclaration de B. Obama au Ghana ont prévu un programme de 20 milliards \$ pour l'Afrique pour assurer la sécurité alimentaire.

[4] Celles-ci étaient passées entre 2006 et 2008 de 75 milliards \$ à 140 -150 milliards\$ en Algérie et de 45 à 65 milliards \$ au Nigeria. Ces économies avaient fortement limité leur endettement.

[5] Celle-ci est liée à plusieurs facteurs : la baisse de la demande et des prix de l'aluminium (55% des exportations), la récession sud africaine qui est un débouché important pour le gaz et l'électricité, et la baisse du coton et des pêcheries de crevettes. Les IDE sont stoppés ou en attente dans plusieurs secteurs (sables lourds, raffinerie). L'APD qui représente 55% du budget (1,5 milliards euros) est en baisse.